

PARTIE B

Chapitre 4: AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Les problèmes de l'Afrique et du Moyen-Orient ont à nouveau fortement préoccupé le Canada et la communauté internationale, bien que l'année ait été marquée de développements positifs importants, à savoir la signature d'un traité de paix israélo-égyptien, le 26 mars 1979, et sa mise en application graduelle dans les mois qui ont suivi. La Grande-Bretagne et les «États de la ligne de front» ont allié leurs efforts diplomatiques faisant tout leur possible pour régler la question de la Rhodésie-Zimbabwe et voyant leurs efforts couronnés, le 21 décembre, par la réussite des négociations élargies de Lancaster House, à Londres; ces négociations sont venues appuyer le consensus obtenu lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Lusaka en août.

L'événement peut-être le plus remarqué dans nos relations avec les pays du Moyen-Orient a été la proposition du Premier ministre Clark de transférer l'ambassade du Canada en Israël de Tel Aviv à la partie occidentale de Jérusalem. Le Premier ministre a ensuite chargé l'honorable Robert Stanfield d'étudier la question et certains autres aspects des relations du Canada avec la région. Dans son rapport intérimaire, accepté par le gouvernement, M. Stanfield recommandait de laisser l'ambassade à Tel Aviv et d'attendre une solution de la question de Jérusalem dans le cadre d'un règlement pacifique global pour aborder de nouveau la question du transfert.

Des événements notoires sont survenus dans d'autres pays de la région: la chute du régime du Chah d'Iran a été suivie par la proclamation d'un gouvernement islamique provisoire; Idi Amin (Ouganda), Macias Nguema (Guinée équatoriale) et l'empereur Bokassa (Empire centrafricain) ont été renversés; il y a également eu des changements de régime au Ghana et au Nigeria. Le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la République fédérale d'Allemagne ont continué d'œuvrer en vue d'un règlement pacifique en Namibie, mais n'ont pu réaliser des progrès très sensibles; la situation est restée tendue entre le Maroc et l'Algérie qu'oppose le conflit concernant l'ex-Sahara espagnol. La saisie de la Grande Mosquée de La Mecque par des dissidents saoudiens a eu des répercussions dans toutes les régions du monde islamique.

Dans le cadre de sa participation à la Conférence des chefs de gouvernement à Lusaka, le Premier ministre Clark

a visité la Tanzanie, le Kenya et la République du Cameroun, devenant ainsi le premier chef de gouvernement canadien à se rendre en visite officielle en Afrique.

Afrique anglophone

Avant la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth en août, on ne semblait guère entrevoir de possibilités de règlement pacifique en Rhodésie, et la question divisait de plus en plus les membres du Commonwealth. Pourtant, le Commonwealth a été le catalyseur du processus mis en branle avec l'accord de Lusaka et couronné par les entretiens de Lancaster House à Londres. Le succès des négociations est attribuable à l'habileté et à la détermination du gouvernement britannique et, du côté rhodésien, au désir des parties de négocier sérieusement, ainsi qu'au rôle d'appui joué par les États africains de la ligne de front.

Certains espéraient que le succès obtenu quant au problème rhodésien relancerait les efforts de recherche d'une solution en Namibie. Vers la fin de 1979 toutefois, il y avait eu peu de progrès en vue d'une solution internationalement acceptable, et l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud se poursuivait.

L'Afrique du Sud elle-même n'a cessé de voir sa politique d'apartheid condamnée par la communauté internationale. Si le Premier ministre Botha a publiquement reconnu la nécessité de changements, il n'y a eu, en effet, aucune réforme avantageant sensiblement la majorité noire. Notons que la plupart des sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud ont présenté au public leurs premiers rapports annuels sur les pratiques d'emploi de leurs filiales sud-africaines dans le contexte du code de conduite du gouvernement canadien.

En Afrique orientale, l'Ouganda a continué d'être un centre d'instabilité. En avril, les forces tanzaniennes accompagnées d'exilés ougandais ont réussi à renverser le Président Amin, d'abord remplacé par le Président Lule, puis par Godfrey Binaisa en juin. Vers la fin de l'année, le pays connaissait toujours de sérieux problèmes économiques et de sécurité publique. Le Canada a versé 3 millions de dollars à la Banque mondiale en vertu d'un arrangement prévoyant une aide à court terme au développement de l'Ouganda.